

RDCONGO-Troubles-politiques

L'ONU appelle les autorités à " construire des ponts " avec l'opposition

AFP
(GENÈVE/SUISSE)

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'ONU, Zeid Ra'ad Al Hussein, a appelé jeudi les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) à "construire des ponts" avec l'opposition, suite à la récente flambée de violences qui ont fait au moins 50 morts, selon l'ONU. "Le nombre important de victimes civiles, l'incendie du siège de plusieurs partis politiques et la situation toujours très tendue sont un avertissement clair

qu'une crise de grande envergure pourrait survenir très prochainement", a déclaré le Haut-Commissaire dans un communiqué. "Les signes sont là, et les autorités doivent abandonner leur position extrêmement conflictuelle et construire des ponts avec l'opposition", a-t-il ajouté. Selon le Haut-Commissariat, au moins 50 personnes, dont quatre policiers, ont été tuées lors des heurts et violences survenus dans la capitale Kinshasa les 19 et 20 septembre, et au moins 77 autres personnes blessées. Les vérifications se poursuivant, ces chiffres pourraient être

significativement revus à la hausse, précise l'ONU. Selon des rapports, quelque 300 personnes auraient été arrêtées depuis lundi, indique également le Haut-Commissaire. Les troubles ont opposé en début de semaine les forces de sécurité à l'opposition qui exige le départ du président Joseph Kabila à la fin de son mandat prévue à la fin de l'année. La Constitution interdit à M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, de se représenter, mais le chef de l'Etat ne semble pas vouloir quitter son poste alors que le scrutin présidentiel apparaît désormais impossible à organiser dans les temps.

"Ce dont la RDC a besoin aujourd'hui, c'est d'un climat plus favorable à un dialogue inclusif et à des élections libres et équitables", a relevé M. Zeid. "J'exhorte le gouvernement à retirer la Garde républicaine des rues sans aucun délai et à déployer, à la place, des forces de police formées de manière adéquate et dotées d'un équipement approprié pour contrôler les foules", a-t-il dit. "Des civils ont été tués par des tirs dans la tête ou à la poitrine, et je condamne fortement la force excessive dont ont clairement fait usage les forces de défense et de sécurité à l'en-

contre de manifestants dans la capitale", a-t-il souligné. Il s'est dit "particulièrement choqué par des rapports selon lesquels des hommes en uniforme ont directement pris part à certaines des attaques contre les sièges de six partis politiques d'opposition, dont celui de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS)". Le Haut-Commissaire a aussi regretté que "nul n'ait été tenu responsable pour les graves violations des droits de l'Homme" commises par les membres de la Garde républicaine et de la police dans le cadre des élections de 2011.

L'Afrique en bref

•**RDCONGO-Rébellion-** Sept civils ont été tués dans la nuit de mercredi à jeudi dans une attaque attribuée aux rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF) dans la région de Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris auprès de l'armée. "Les ADF ont tué sept personnes et brûlé des maisons" à Kasinga, un quartier périphérique de Beni, a déclaré à l'AFP le lieutenant Mak Hazukay, porte-parole de l'armée dans cette région de la province du Nord-Kivu. En plus des sept morts, "15 maisons ont été incendiées et 5 personnes sont portées disparues", a précisé Gilbert Kambale, responsable de la société civile de Beni.

•**CAMEROUN-NIGERIA-Attentat** Trois civils ont été tués mercredi soir dans un attentat-suicide perpétré dans une localité de l'Extrême-Nord du Cameroun, cible d'attaques récurrentes attribuées aux islamistes nigériens de Boko Haram, a appris l'AFP de sources concordantes. L'attentat s'est produit vers 20H00 (19H00 GMT) dans la localité de Djakana, faisant "quatre morts (le kamikaze compris) et des blessés, dont un dans un état critique", selon une source proche des autorités régionales. Ce bilan a été confirmé à l'AFP par une source sécuritaire.

SYRIE-USA-RUSSIE

Des nouvelles négociations sur la trêve

AFP
(ALEP/Syrie)

Les quartiers rebelles d'Alep étaient en feu jeudi tandis que les principaux pays impliqués dans la crise syrienne tentaient de nouveau de ressusciter à New York un cessez-le-feu qui a rendu l'âme cette semaine. Les chefs de la diplomatie américaine et russe se réunissent avec plusieurs de leurs homologues dans la soirée à la suite de l'appel pressant du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon, qui a averti que "tout peut basculer d'un côté comme de l'autre" en Syrie. La précédente trêve, initiée par Moscou et Washington, a volé en éclat lundi, provoquant une reprise des combats sur tous les fronts dans cette guerre qui ravage le pays depuis cinq ans. Des violents combats se déroulaient jeudi dans les quartiers périphériques d'Alep alors que le centre des quartiers rebelles était

en feu à la suite d'intenses bombardements. Un correspondant de l'AFP a ainsi rapporté que son quartier de Boustane al-Qasr était ravagé par des incendies combattus toute la nuit par les pompiers volontaires. Les militants anti-régime appartenant au Aleppo Media Center ont mis en cause l'utilisation de "bombes au phosphore". Sur une vidéo diffusée par ce Centre, une boule de feu illumine le ciel au dessus de ce qui apparaît être Alep avec des éclairs à l'horizon. "Horribles images de bâtiments résidentiels en feu après des raids du régime/russes avec des bombes au phosphore sur Alep", a affirmé dans un tweet un journaliste citoyen, Hadi al-Abdallah. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a relevé que 14 raids avaient visé les quartiers rebelles de Boustane al-Qasr et al-Kallasé. Pour son directeur Rami Abdel Rahmane, il s'agit "des frappes les plus intenses depuis des mois" sur ces deux quartiers.

Elles ont tué sept personnes, dont trois femmes et trois enfants. L'OSDH a fait également état de violents combats dans le quartier sud-ouest de de Ramoussa, où les rebelles tentent d'enrayer une offensive gouvernementale. Des affrontements ont en outre lieu dans les provinces centrales de Hama et Homs, et dans les régions rurales à l'est de Damas, la Ghouta orientale, qui est un bastion des insurgés. •**REPRISE DES CONVOIS D'AIDE** Malgré cette violence, les efforts diplomatiques se poursuivent à New York avec une nouvelle réunion du groupe international de soutien à la Syrie (GISS), qui rassemble 23 pays et organisations internationales. Le GISS, co-présidé par les États-Unis et la Russie, s'est déjà réuni cette semaine pour tenter de prendre des mesures afin de tenter de mettre fin à une guerre qui a fait plus de 300.000 morts. La dernière trêve avait été l'aboutissement des dis-

cussions marathon entre le secrétaire d'Etat américain John Kerry et son homologue russe Serguei Lavrov à Genève. Mais elle a volé en éclats lorsque, lundi soir, l'armée syrienne annonçait la fin d'une semaine d'arrêt des combats. M. Lavrov n'a pas fermé la porte à un retour de la trêve mais a toutefois affirmé qu'il "ne pouvait plus y avoir de pause unilatérale" par l'armée du président Bachar al-Assad, accusant l'opposition d'avoir repris les hostilités. Il a insisté pour que la liste des groupes "terroristes" non couverts par l'accord de trêve soit revu à la hausse. Prudent sur la reprise de la trêve, M. Kerry a affirmé: "cela va être difficile". A New York, les deux chefs de la diplomatie multiplient les contacts malgré une passe d'arme glaciale au Conseil de sécurité de l'ONU mercredi. Ils se sont d'abord entretenus par téléphone "à l'initiative des Américains" avant de se rencontrer, accompagnés de leur déléga-

tion, pour "continuer à discuter du problème du règlement (du conflit) syrien", selon un message publié par le ministère dans la nuit de mercredi à jeudi. Quelques heures plus tôt, M. Kerry avait exigé que Moscou "cloue au sol" les avions syriens et "interdise" à Damas de bombarder l'opposition et les civils. En réponse, l'ambassadeur syrien à l'ONU, Bachar al-Jaafari, a accusé les Etats-Unis de conduire une "guerre de propagande immonde", pendant que son pays combat "des dizaines de milliers de terroristes". A Moscou, le ministère de la Défense a pour sa part affirmé qu'un drone Predator de la coalition militaire pilotée par Washington se trouvait dans le secteur de la frappe de lundi contre un convoi humanitaire. Le Pentagone a démenti cette information. L'ONU a annoncé jeudi la reprise de ses acheminements d'aide par la route en envoyant un convoi humanitaire vers une zone assiégée proche de Damas.

A travers le monde

•**SUEDE-Récompense-Droits de l'Homme** Les Casques blancs, équipes de la défense civile de l'opposition en Syrie, ont été récompensés jeudi par le prix Right Livelihood, qui se veut un "Nobel alternatif" décerné chaque année par une fondation privée suédoise. "Leur courage exceptionnel, leur compassion et leur engagement humanitaire afin de secourir les civils de la destruction causée par la guerre civile syrienne" ont été salués par la fondation, qui couronne pour la première fois des Syriens. Les Casques blancs, officiellement la "Défense civile syrienne", est une organisation qui se veut apolitique participant aux secours dans des zones tenues par l'opposition.

•**TURQUIE-ETATS-UNIS-Police-Enquête**

Les Etats-Unis ont mis en garde leurs ressortissants contre un risque d'attaques à Gaziantep dans le sud de la Turquie qui pourraient viser des lieux fréquentés par des Occidentaux comme la chaîne de cafés Starbucks. Dans un message diffusé mercredi, l'ambassade américaine à Ankara a fait état d'informations sur une enquête policière sur la présence d'une "cellule terroriste" à Gaziantep, où un attentat suicide attribué au groupe Etat islamique (EI) avait fait 44 morts lors d'un mariage au mois d'août.

Conflit israélien-Palestinien

Une reprise des attaques fait redouter Tel-Aviv

AFP
(JÉRUSALEM/Israël)

Les forces israéliennes ont indiqué jeudi avoir arrêté une trentaine de Palestiniens à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupées au cours des deux derniers jours, alors qu'une reprise des attaques fait redouter à Israël un regain de violences. La police et l'armée ont affirmé que ces arrestations étaient liées aussi bien à des soupçons de "terrorisme" et de violences que d'activités illégales comme la détention d'armes et le tra-

fic de drogue. La police a arrêté 23 Palestiniens et saisi des armes sur deux jours dans le quartier d'Issaouia et le camp de réfugiés de Chaoufat, deux secteurs turbulents de Jérusalem-Est, partie palestinienne de Jérusalem annexée et occupée par Israël, a-t-elle dit. L'armée israélienne a rapporté de son côté avoir arrêté 12 Palestiniens en différents endroits de Cisjordanie, territoire palestinien adjacent à Israël et occupé par l'armée israélienne depuis près de cinquante ans. Parmi les personnes arrêtées figuraient quatre membres

présomés du Hamas, le mouvement islamiste palestinien considéré comme terroriste par Israël, a dit l'armée. Ces arrestations sont intervenues alors que la Cisjordanie et Jérusalem-Est ont connu neuf attaques ou tentatives d'attaques anti-israéliennes depuis vendredi, après une période de calme relatif. Jérusalem, les Territoires palestiniens et Israël sont en proie à des violences qui ont coûté la vie à 230 Palestiniens, 34 Israéliens, deux Américains, un Jordanien, un Érythréen et un Soudanais depuis le 1er octobre 2015, selon un décompte

de l'AFP. La majorité des Palestiniens tués l'ont été en perpétrant ou tentant de perpétrer des attaques anti-israéliennes, au couteau pour la plupart, selon les autorités israéliennes. La police et l'armée israéliennes ont renforcé leur dispositif à Jérusalem et en Cisjordanie. Les policiers en patrouille dans la Vieille ville de Jérusalem mais aussi en Cisjordanie ont commencé à porter au dessus de leur gilet de protection une protection supplémentaire, une sorte de col en matériau renforcé, pour parer les at-

taques au couteau, a indiqué un porte-parole, Micky Rosenfeld. Une policière avait été grièvement blessée lundi près de la Vieille ville quand un Palestinien l'avait poignardée à plusieurs reprises dans le cou. La reprise récente des attaques fait redouter à Israël une nouvelle flambée avec les grandes fêtes juives de Rosh Hashana, Yom Kippour et Souccot à partir de début octobre. En 2015, ces célébrations avaient été dérangées sous vive tension.